



Les recensions de l'Académie de juillet 2026¹

France-Algérie : de 1962 à nos jours : histoire d'une relation pathologique /

Pierre Vermeren

Éd. Tallandier, 2026

Cet ouvrage de Pierre Vermeren, spécialiste bien connu d'histoire du Maghreb contemporain, et auteur récent d'une *Histoire de l'Algérie contemporaine (Histoire de l'Algérie contemporaine. De la Régence d'Alger au Hirak, XIX^e-XXI^e siècle*, Nouveau monde éditions, 2024), est consacré à faire le point sur soixante-quatre ans de relations franco-algériennes, en une période où ces relations connaissent une série de tensions croissantes. Pour cela, il s'emploie à retrouver les éléments successifs d'un processus que colorent les passions et les ressentiments engendrés par un passé invoqué autant que méconnu.

Fort justement, Pierre Vermeren remonte à l'archéologie de la question, qui réside dans la nature de la conquête et la période coloniale (p. 27-49). Peut-être cependant ne développe-t-il pas assez ce point. Les traces de cet héritage, en effet, sont d'autant plus lourdes que l'histoire de l'Algérie coloniale fut et reste largement ignorée des Français et des Algériens qui ne la redécouvrent qu'aujourd'hui, et trop souvent par l'intermédiaire d'ouvrages biaisés. Pourtant, cette histoire a fait l'objet de nombreux travaux d'historiens. Nous nous permettons de citer ici nos livres *La Conquête de l'Algérie. La dernière campagne d'Abd el-Kader (1845-1847)*, CNRS-éditions, 2019 ; *Algérie 1830-1914 ; Naissance et destin d'une colonie*, Le Rocher, 2021.

L'histoire de la guerre d'Algérie pèse plus encore. Pierre Vermeren rappelle que, dans l'Algérie indépendante, les responsabilités du FLN dans la cruauté de la guerre sont depuis toujours systématiquement effacées. En France, si l'on est généralement d'accord pour reconnaître les violences exercées de part et d'autre, et notamment par les militaires français, l'opinion retient



Les recensions de l'[Académie des sciences d'outre-mer](#) sont mises à disposition selon les termes de la licence [Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transposée](#).

Cette recension est basée sur un ouvrage disponible à la [bibliothèque de l'académie des science d'outre-mer](#)



surtout la capacité du général de Gaulle à sortir la France du guêpier, sans reconnaître ses responsabilités dans les quatre ans qui séparent 1958 et 1962. Il n'est pas exact, comme il est dit page 51, que les Français d'Algérie soient allés chercher le grand homme. Ses partisans ont tout fait pour les convaincre préalablement de son appui, qui au surplus n'aurait guère compté sans l'intervention décisive de l'armée. Il convient par ailleurs d'insister sur le fait que sa politique pour se dégager de leur pression, si souhaitable qu'elle ait été dans son principe, a abouti à casser l'armée, à précipiter leur exode, à créer la question des harkis, et à établir en France l'image d'une Algérie en proie à des désordres sanglants.

Cette sous-estimation de cette période n'est pas sans conséquence, car elle contribue à rendre peu compréhensible la politique de coopération mise en place simultanément par le Général lui-même. Le principe de la politique française défini en 1962 est avant tout de stabiliser l'Algérie indépendante, ce qui consiste à soutenir les gouvernements algériens en place, à les aider à structurer leur administration, à conforter leurs finances, et enfin à accepter l'immigration, exutoire indispensable à une démographie galopante. Pour cela, les gouvernements français sont prêts à ne pas tenir compte des atteintes à la démocratie, de l'absence de garanties données aux citoyens français par les accords d'Evian, des conséquences politiques et sociales de l'installation d'une communauté algérienne en France.

L'expression d'un « *aveuglement consenti* » des dirigeants français paraît judicieusement choisi pour décrire cet état d'esprit, qui, au fond, n'a guère changé depuis le début, à ceci près que la France de 2026, affaiblie économiquement, démographiquement et militairement, n'inspire plus le respect qui fut le sien jusqu'aux premières années du second millénaire. Il faudrait ajouter que cette politique, légitime et même indispensable dans son principe, a été largement méconnue par l'opinion française, au profit soit de la franche opposition émanant des anciens courants de l'Algérie française, soit de l'adhésion aveugle de la gauche, surtout de la tendance de la majorité des Français à ne pas s'attacher aux péripéties d'une histoire jugée terminée, voire honteuse.

Cela ne signifie pas que des changements n'aient pas eu lieu, les plus significatifs étant à situer à l'occasion de la « *décennie noire* » (1989-1999). Si les gouvernements français de l'époque ont soutenu la lutte des gouvernants algériens, attachés à écraser la rébellion islamiste par tous



les moyens, ils n'y ont pas gagné d'être épargnés d'une série de campagnes antifrançaises. Outre que la révolte fut dénoncée à l'occasion comme une revanche d'un « *parti de la France* », le président Bouteflika, soucieux de reconstruire un consensus national largement mis à mal par la guerre civile, et profitant d'une loi maladroite votée par le Parlement français en 2005

évoquant « *les aspects positifs de la colonisation* », s'est fait l'interprète d'une série de revendications mémorielles sans cesse renaissantes. Ces revendications ont été reprises et développées par son successeur Abdelmadjid Tebboune.

Les derniers gouvernements français ont été considérés diversement par les dirigeants algériens : avec méfiance sous le Président Sarkozy, plutôt avec faveur sous les Présidents François Hollande et (au moins au début) Emmanuel Macron. Dans l'ensemble, ces dirigeants considèrent avec un préjugé favorable la gauche française, estimée plus ou moins héritière des hommes et des femmes engagés contre la guerre d'Algérie, et qui ont tendance à continuer à voir dans ce pays l'héritier des combattants pour l'Indépendance, alors que la droite pointe la contradiction entre le discours antifrançais que développe le régime algérien et l'obstination du régime français à maintenir une coopération jugée indispensable à la sécurité de la France, notamment en matière de répression du terrorisme.

La montée du débat français sur la question migratoire envenime encore les relations. Les dirigeants français parlent de réguler et de contrôler plus étroitement un courant qui suscite de plus en plus d'inquiétudes dans leur opinion publique, tandis que le gouvernement algérien, soucieux d'alléger la pression de la démographie qui pèse sur l'économie autant que sur la stabilité politique, se refuse à revenir sur les accords de 1968 réglant cette matière, au profit de dispositions moins avantageuses.

En fonction de ces données, l'auteur reconstitue la chronique d'une relation dont il n'oublie ni les péripéties diplomatiques, ni la dimension migratoire (et ses conséquences sociologiques et culturelles), ni les aspects économiques. Tensions en Méditerranée et en Afrique, questions des hydrocarbures, montée de l'islamisme en France et positions de la mosquée de Paris, agitation des banlieues et vie municipale, question kabyle, débats et lois mémorielles de part et d'autre, sont évoqués tour à tour. Leur description souligne l'impuissance croissante des deux États à sortir de leurs vieux errements pour imaginer un futur qui ne soit pas incantatoire. Le plan du



livre est rigoureux, avec des titres et des sous-titres frappants et expressifs, ce qui contribuera à guider le non-spécialiste, tout en fournissant de précieux éléments à tous ceux qui travaillent sur ce dossier.

De nouveaux degrés dans la montée de la tension ont été marqués avec la déclaration du Président Macron d'inscrire le présent et l'avenir du Sahara occidental dans le cadre de la souveraineté marocaine (15 août 2024), puis l'arrestation et la condamnation par la justice algérienne de l'écrivain Boualem Sansal (novembre 2024-novembre 2025)². Par la suite, des épisodes comme le maintien en prison depuis mai 2024 du journaliste sportif Christophe Gleizes, et la préparation, par le Parlement algérien, d'une loi criminalisant la colonisation française, ont prolongé la tension, en dépit des gestes de bonne volonté, plutôt symboliques, des autorités françaises.

C'est sans doute l'approche des élections de 2027 qui motive la montée des tensions, le gouvernement algérien se montrant particulièrement hostile à toutes les initiatives venant de la droite, dans l'espoir de soutenir un candidat et une majorité soucieux de détente avec les autorités algériennes, de manière à maintenir le *statu quo* établi depuis les origines. Face à cette situation, Pierre Vermeren invite ses compatriotes et leurs responsables à adopter une vision dépassionnée. « *La France doit constater que la réconciliation avec l'Algérie n'est pas désirée par le régime algérien. Qu'elle a dès lors tout intérêt à la traiter avec respect mais sans faiblesse, comme un pays normal auquel elle ne doit plus rien* » (p. 268).

On ne peut que l'approuver, mais une telle vision est-elle possible ? L'Algérie peut-elle être pour la France un « *pays normal* » ?

Jacques Frémeaux

² Il convient à ce propos de rappeler que notre Académie, dont Boualem Sansal est membre associé, a tenu à lui donner tout son soutien dans cette circonstance.